

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Quotidienne.

Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS...\$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00
POUR L'ETRANGER...\$15.15 \$7.55 \$3.75 \$1.30
Les abonnements se soldent invariablement d'avance.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Edition Hebdomadaire.

Un An. 6 Mois. 4 Mois. 3 Mois.
POUR LES ETATS-UNIS...\$3.00 \$1.50 \$1.00 75 cts
POUR L'ETRANGER...\$4.00 \$2.05 \$1.35 \$1.05
Les abonnements datent du 1er et du 15 de chaque mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

BUREAUX : rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLEANS. MARDI MATIN, 8 FEVRIER 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.
Bureaux: 323 rue de Chartres, Entre Conti et Bienville.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. as Second Class Matter.
TOUTES LES PÉTIRES ANNONCES DE DEMANDES, VENTES ET LOCATIONS, ETC. QUI NE SONT PAS AU PRIX REDUIT DE 10 CENTS LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

DEPECHEES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

NOUVELLES ETRANGERES

Le meurtre de Whitechapel.

Pressé Associé.
Londres, 7 février.—L'enquête sur les restes de Marta Wyszocka et de Clement Kuorniorowich, tués dans Whitechapel samedi dernier par Karazowski, l'amant de Marta, a démontré que le mari de cette dernière se trouve maintenant à Chicago.
Tous ces individus sont des Russes-Polonais.

Entente.

Pressé Associé.
Lima, Pérou, 7 février, par voie de Galveston, Texas.—Le correspondant de la Presse Associée est informé que les questions en litige entre le Pérou et le Chili seront réglées d'une façon satisfaisante avant la fin de février.

Grand incendie à Manille.

Pressé Associé.
Madrid, Espagne, 7 février.—Des dépêches de Manille, capitale des îles Philippines, annoncent que deux cents bâtisses, quelques-unes de grande valeur, ont été détruites par le feu.

Le cas de lord William Nevill.

Pressé Associé.
Londres, 7 février.—Le recorder Sir Charles Hall, s'adressant au grand jury dans l'affaire de lord William Nevill, quatrième fils du marquis d'Abergavenny, qui a été renvoyé devant la justice sous l'accusation de fraude dans le procès intenté par Sam Lewis au lieutenant Spencer Clay, du second régiment des gardes du corps, pour le recouvrement d'une somme de 11,113 livres sterling, a dit que les témoignages apportés semblaient établir «prima facie» un cas de faux, et qu'il était du devoir du jury de porter une accusation formelle contre Nevill.
Éventuellement le procès de lord Nevill a été fixé à mercredi prochain.

Le message de la reine au parlement anglais.

Pressé Associé.
Londres, 7 février.—Ce qui suit est un aperçu du message de la reine qui sera lu demain à l'ouverture du parlement.
Au sujet de l'Orient la reine parlera favorablement des relations pacifiques entre les puissances et fera ensuite remarquer la satisfaction causée par la conclusion du traité de paix entre la Turquie et la Grèce.
Relativement à l'Inde des allusions seront faites à la valeur et à la fidélité des troupes indiennes.
Un long passage est consacré aux Indes Occidentales et aux intentions du gouvernement, que M. Chamberlain, secrétaire des colonies, a définies. La reine exprimera ensuite l'espoir que la conférence internationale sur la question aura des résultats satisfaisants.
La première place dans l'estimation des dépenses est consacrée aux besoins de l'armée.
Les principaux projets de loi dont la présentation est promise sont le projet sur le gouvernement local de l'Irlande et celui qui a trait à la municipalité de Londres.
Ce dernier projet, comme l'a annoncé le marquis de Salisbury, a pour but la modification du conseil du comté de Londres dans un but de décentralisation.

Emile Zola devant la Cour d'Assises.

Pressé Associé.
Paris, France, 7 février.—Le procès intenté par le gouvernement à M. Emile Zola à la suite de la publication dans «L'Aurore», au mois de décembre dernier, d'une lettre accusant des officiers supérieurs de propos de l'affaire Dreyfus, s'est ouvert aujourd'hui devant la cour d'assises de la Seine.
Le public manifeste un grand intérêt à ce procès. Des centaines de personnes étaient rassemblées devant le tribunal. La police avait pris des mesures rigoureuses pour assurer le maintien de l'ordre.
La foule a grossi durant toute la matinée.
A son arrivée Henri Rochefort a été accueilli par les cris de «Vive Rochefort». Il y a eu quelques cris de «A bas Rochefort».
Se tournant vers ceux qui poussaient ces derniers cris, Rochefort a dit :
«Il semblerait avec vous quatre à cinq francs par tête le syndicat Dreyfus ne se ruinera pas.»
M. Zola, arrivé en voiture quelques instants après, a été accueilli par les cris de «Conspuez Zola».
Un individu qui criait «Vive Zola» a été soulevé et promptement réduit en silence.
L'audience a été ouverte à une heure de l'après-midi sous la présidence du juge Delegorgue, qui a déclaré qu'il ferait évacuer la salle à la première démonstration.
La salle était foudroyée, mais l'ordre n'a pas été troublé. Le public savait qu'une compagnie de la garde républicaine était à la disposition du juge pour maintenir l'ordre.
Pendant la formation du jury M. Zola a pris place au banc des accusés. Il était très pâle. Quelques cris de «Vive Zola» ont été promptement réprimés par les protestations de l'assistance.
Après la lecture de l'acte d'accusation l'avocat général a expliqué que l'accusation était strictement limitée au passage de la lettre de M. Zola dénonçant la cour martiale devant laquelle a comparu le comte Esterhazy.
Continuant, l'avocat général a dit qu'il était impérieusement nécessaire de ne pas laisser les débats s'égarer de ce point et de faire le jeu de l'accusé, dont le but est d'obtenir une révision du procès Dreyfus par des moyens détournés.
La cour a décidé de permettre à l'accusé de présenter des témoignages à l'appui des autres accusations contenues dans sa lettre, y compris les accusations contre le colonel Paty du Clam et les généraux Mercier, de Boisdeffre, Billot et Pellieux.
Le président Delegorgue a donné lecture de nombreuses lettres d'excuse, y compris une lettre de M. Darlan, ministre de la justice, annonçant que le général Billot, ministre de la guerre, n'avait pas reçu du cabinet l'autorisation de témoigner devant la cour.
Le président a aussi une lettre dans laquelle M. Casimir-Périer, ancien président de la république, déclare qu'il ne peut pas faire de déposition devant la cour, si ce n'est au sujet de faits subséquents à sa présidence.
Le colonel Paty de Clam a été alors appelé, mais il a refusé de témoigner.
M. Laborie a dit que la déposition du colonel était très importante, et que si le tribunal n'ordonnait pas au témoin de parler il pourrait être obligé de demander le renvoi de l'affaire à la prochaine session.
L'avocat a dit qu'il ne s'était pas préparé à s'opposer à des débats secrets, si c'était absolument nécessaire, mais que l'allégation que l'affaire avait des rapports avec des secrets d'Etat et la défense nationale n'était qu'une plaisanterie.
L'avocat général a alors protesté contre la qualification de plaisanterie donnée à la défense nationale.
M. Laborie a vivement répliqué qu'il ne permettrait à personne, pas même à l'avocat général, de suspecter son patriotisme.
La cour s'est ajournée à cinq heures de l'après-midi. Il n'y a pas eu d'incidents à sensation.

Le transport des rennes à la côte du Pacifique.

Pressé Associé.
Montréal, Canada, 7 février.—Les directeurs de la compagnie du chemin de fer du Canadian Pacific ont été notifiés de Washington que leur offre pour le transport des rennes envoyés à l'Alaska par le département de la guerre des Etats-Unis n'a pas été acceptée et que le contrat a été conclu avec la compagnie de chemin de fer de Pennsylvanie, quoique l'offre de la première compagnie fut de \$1,400 inférieure à celle de la seconde.
Les fonctionnaires de la compagnie du Canadian Pacific estiment que leur compagnie a été écartée parce qu'elle est étrangère.

est impossible de décrire la pression exercée pour imposer le silence aux hommes qui sont en mesure de dire la vérité. On n'examine pas nos documents et on refuse d'entendre nos témoins, ou on leur impose le silence.
Les faits sont clairement établis, au-delà de toute dénégation, mais les autorités refusent de nous permettre de produire nos preuves et continuent à présenter la faiblesse notre cause à la dérision du public.

Interdiction.

Pressé Associé.
San Francisco, Californie, 7 février.—Adolphe Sutro, ancien maire de San Francisco, constructeur du fameux tunnel de Sutro, a été frappé d'interdiction par le juge Belcher, de la cour supérieure.
Sa fille, la doctresse Emma Sutro-Merritt, qui le soigne depuis plusieurs mois, est nommée gardienne de sa personne et de ses propriétés. Le cautionnement est fixé à \$100,000. Ses deux frères et sa sœur, qui résident à San Francisco, sont les répondants.
M. Sutro est âgé de plus de quatre-vingts ans. La perte de ses facultés mentales est attribuée à son grand âge et à deux attaques d'apoplexie il y a quelques mois.
La pétition demandant au tribunal la nomination de la fille du malade comme gardienne avait été présentée par le colonel Little, administrateur des propriétés de M. Sutro, après que les membres de la famille eussent dit qu'une telle mesure était absolument nécessaire.

NOUVELLES AMERICAINES

Pressé Associé.
Boston, Massachusetts, 7 février.—Une petite armée d'ouvriers sans

A la convention de quarantaine.

Pressé Associé.
Chicago, Illinois, 7 février.—M. Reynolds, commissaire de santé de Chicago, est parti aujourd'hui pour Mobile, Alabama, où il assistera à la convention de l'Association Nationale de Quarantaine des Etats du Golfe et du sud de l'Atlantique, convention qui s'ouvrira le 9 février prochain.

Les aveux de Frank Bellew.

Pressé Associé.
Suisun, Californie, 7 février.—Frank Bellew a répété à l'attorney de district ses aveux relativement à l'assassinat de son frère et de sa sœur.
Il a dit qu'avant de quitter le ranch dans l'après-midi il avait mis le poison dans la casserole. Il avait préalablement vidé le poison dans un journal et jeté la boîte devant la maison. Il pense qu'il a brûlé ce journal. Frank Bellew a ajouté :
«Quand j'ai tenu la main de Susie au moment où elle se mourait je ne lui ai donné ni eau ni bouillon. Je ne lui ai donné que de la glace. Il est faux que mon frère ait quelque chose avant l'empoisonnement ou immédiatement après. Il est absolument innocent. Je regrette ce qui est arrivé pour Tom et Arthur, mais je ne vois pas de raison de m'inquiéter.»
Arthur Bellew a pleuré amèrement quand il a visité son frère dans la cellule de la prison, mais le prévenu n'a pas semblé ému.
«Dis moi que tu as fait ces aveux, Frank, je puis difficilement y croire.»
Je les ai faits, c'est vrai, a répondu Frank; j'ai tué Susie et Louis, mais je ne sais réellement pas pourquoi je l'ai fait.
L'assassin a d'abord exprimé le désir de plaider coupable, mais il a hésité un peu après la visite de son avocat M. Rees Clark. Celui-ci a demandé à M. Rush, le sheriff, la permission d'amener un médecin à la prison. Il n'est consé-

L'approvisionnement des flottes européennes dans les eaux chinoises.

Pressé Associé.
San Francisco, Californie, 7 février.—Les directeurs de la compagnie de navigation Pacific Mail disent que pendant ces jours derniers il y a eu une augmentation extraordinaire dans les expéditions de vivres en Orient, en conséquence du rassemblement dans les eaux chinoises de navires de guerre allemands, français, russes et anglais. Ils ajoutent qu'un agent du gouvernement anglais a commandé récemment à Kansas City deux mille tonnes de bœuf qui seront expédiées à la flotte anglaise dans les eaux asiatiques, et que le gouvernement russe a fait à deux maisons de Chicago des commandes importantes de conserves de bœuf, dont une partie sera expédiée en Orient par San Francisco et l'autre par voie de Vancouver et de Seattle.
L'agent du gouvernement russe a commandé douze cents tonnes de bœuf.
Ces conserves sont destinées aux troupes russes maintenant en route d'Odessa à la frontière de la Mandchourie.
Des agents du gouvernement français ont fait des commandes à Omaha et à Chicago.

Tournée artistique en Europe.

Pressé Associé.
Chicago, Illinois, 7 février.—Des troupes russes sont destinées à entreprendre dans le vieux monde une tournée artistique et musicale. Tous les membres de la troupe d'opéra de Hopper et tous les membres de l'orchestre de Sousa sont engagés pour cette tournée. Les deux troupes partiront à l'automne, et elles resteront en Europe durant la saison de 1898-99.
A cause de cette tournée à l'étranger le nouvel opéra de Devolt Hopper ne sera pas joué avant 1899.

Fausse rumeur.

Pressé Associé.
Chattanooga, Tennessee, 5 février.—Des dépêches spéciales publiées dans plusieurs journaux métropolitains établissent qu'il y a mille cas de petite vérole dans la ville et dans les environs, sont entièrement dénuées de fondement.
Durant les derniers mois il n'y a eu que deux cas de petite vérole, et les malades ont été isolés.

Mort de Mme Bagley.

Pressé Associé.
Chicago, Illinois, 7 février.—Mme Bagley, de Detroit, épouse de l'ancien gouverneur du Michigan, est morte aujourd'hui à Colorado Springs, Colorado.
Mme Bagley était très connue non seulement dans le Michigan mais dans tous les Etats-Unis. Elle a rempli les fonctions de vice-présidente de la commission des dames à l'exposition colombienne.

Mort à cent neuf ans.

Pressé Associé.
Sandusky, Ohio, 7 février.—Il semble peu douteux qu'Edward Mack, qui est mort vendredi dernier à Huron et qui a été enterré aujourd'hui, était l'homme le plus âgé de l'Ohio. Il avait cent neuf ans, étant né, d'après des papiers de famille, en Irlande en 1788.

Les produits américains en Allemagne.

Pressé Associé.
Washington, 7 février.—M. White, ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, confirme par le câble les rapports sur la modification du décret du gouvernement allemand relativement à l'importation des fruits verts arrivant d'Amérique.
On dit que le gouvernement n'a rien autre chose à faire que de surveiller l'application du décret, afin de se rendre compte de l'esprit dans lequel il a été conçu, s'il a été lancé dans le simple but d'écartier les fruits mûrs ou s'il n'est qu'un prétexte pour empêcher la concurrence américaine.
Que le gouvernement de Washington ait des raisons de suspecter les autorités allemandes sur ce dernier point, c'est ce qui est démontré par le rapport envoyé par M. Barnes, rapport dans lequel est exposée la distinction spéciale faite par les autorités locales au sujet des jambons américains.
Dans son rapport le consul inclut une traduction d'un décret publié par les journaux de Cologne.
Le maire de la ville a lancé l'avertissement suivant :
«Des jambons étaient d'Amérique et mis en vente étiquetés revêtus d'une couche d'acide boracique pour les conserver.
Quoiqu'ils eussent été soigneusement lavés avant leur mise en vente ils étaient fortement saturés d'acide boracique et des cristaux de borax s'étaient formés sur les os.»
Maintenant que la cour de rectification a déclaré, d'après l'opinion d'experts, que l'acide boracique est un poison de nature à altérer la

L'ACTUALITE



L'Amiral E. H. SEYMOUR.
Commandant la flotte anglaise dans les eaux chinoises.

Divorce.

Pressé Associé.
Minneapolis, Minnesota, 7 février.—Dépêche spéciale de Fargo, Dakota du Nord, au «Journal».
Samedi soir M. Fred Morrill, l'attorney d'Etat, a obtenu le divorce en faveur d'une dame espagnole distinguée.
La plaignante avait allégué la cruauté dans sa pétition au tribunal et le mari n'a fait aucune opposition. Son nom est la comtesse Marie de la Concepcion de la Cantera et Clark de Gobel y Fernandez. Le mari est Juan C. Gobel y Fernandez.
Les divorcés s'étaient mariés à Madrid en 1892. La femme appartient à une des plus anciennes et des plus riches familles d'Espagne, qui possède de grandes propriétés en Espagne et dans l'île de Cuba.
M. Woodford, ministre des Etats-Unis en Espagne, réside dans une des maisons qui appartiennent à la comtesse.
Par la fortune et par le rang cette dame n'a de supérieurs que les membres de la famille du premier ministre. Elle est arrivée à Fargo il y a plusieurs mois en compagnie d'une femme de chambre. Elle semble éprouver une peur extraordinaire de la publicité. Elle a rarement quitté son hôtel depuis son arrivée, en dehors de ses visites à son avocat. Après s'être séparée de son mari il y a deux ans elle a passé quelque temps en Floride.

Incendie dans le New Jersey.

Pressé Associé.
Atlantic City, New Jersey, 7 février.—Un incendie qui s'est déclaré à l'Académie de Musique ce matin a détruit plusieurs bâtisses.
La perte totale s'élèvera à \$65,000 environ. La cause de l'incendie est un mystère.
L'agent de police Robinson a aperçu de la fumée sortant entre les planches de la passerelle conduisant au théâtre et une alarme générale a été donnée. Mais avant l'arrivée des pompiers le théâtre était enveloppé de flammes. Elles ont gagné ensuite la confiserie de Lapes et l'arrière de l'hôtel Bryan Mayer.
Pendant un moment on a craint que l'hôtel Berkeley, le plus vaste de la venue du Kentucky, ne fut détruit.

Une interview avec Emile Zola.

Pressé Associé.
Londres, 7 février.—David Christie Murray, le nouvelliste et auteur dramatique, a publié aujourd'hui dans le «Daily News» un compte rendu d'une interview avec Emile Zola.
Celui-ci, paraît-il, n'avait pas confiance dans l'issue de son procès. Il s'est exprimé ainsi :
«Nous savons tout ce qui a rapport à l'affaire Dreyfus, mais il

Nécessité de Mesures Immédiates.

Pressé Associé.
Washington, 7 février.—Le secrétaire de la guerre a reçu aujourd'hui du sénat une note exposant la nécessité urgente de contrôler aussi promptement que possible les éléments perturbateurs qui se rassemblent dans l'Alaska.

Le président Dole à Buffalo.

Pressé Associé.
Buffalo, N. Y. 7 février.—Le président Dole et ses compagnons de voyage sont arrivés ce matin de Washington dans le wagon Corona par la ligne de Pennsylvania.
Un comité à la tête duquel se trouvait le capitaine John M. Brinker, président de l'exposition panaméricaine, a reçu les voyageurs à la gare et les a conduits à l'hôtel.

Tournée artistique en Europe.

Pressé Associé.
Chicago, Illinois, 7 février.—Des troupes russes sont destinées à entreprendre dans le vieux monde une tournée artistique et musicale. Tous les membres de la troupe d'opéra de Hopper et tous les membres de l'orchestre de Sousa sont engagés pour cette tournée. Les deux troupes partiront à l'automne, et elles resteront en Europe durant la saison de 1898-99.
A cause de cette tournée à l'étranger le nouvel opéra de Devolt Hopper ne sera pas joué avant 1899.

Fausse rumeur.

Pressé Associé.
Chattanooga, Tennessee, 5 février.—Des dépêches spéciales publiées dans plusieurs journaux métropolitains établissent qu'il y a mille cas de petite vérole dans la ville et dans les environs, sont entièrement dénuées de fondement.
Durant les derniers mois il n'y a eu que deux cas de petite vérole, et les malades ont été isolés.

Mort de Mme Bagley.

Pressé Associé.
Chicago, Illinois, 7 février.—Mme Bagley, de Detroit, épouse de l'ancien gouverneur du Michigan, est morte aujourd'hui à Colorado Springs, Colorado.
Mme Bagley était très connue non seulement dans le Michigan mais dans tous les Etats-Unis. Elle a rempli les fonctions de vice-présidente de la commission des dames à l'exposition colombienne.

Mort à cent neuf ans.

Pressé Associé.
Sandusky, Ohio, 7 février.—Il semble peu douteux qu'Edward Mack, qui est mort vendredi dernier à Huron et qui a été enterré aujourd'hui, était l'homme le plus âgé de l'Ohio. Il avait cent neuf ans, étant né, d'après des papiers de famille, en Irlande en 1788.

Les produits américains en Allemagne.

Pressé Associé.
Washington, 7 février.—M. White, ambassadeur des Etats-Unis à Berlin, confirme par le câble les rapports sur la modification du décret du gouvernement allemand relativement à l'importation des fruits verts arrivant d'Amérique.
On dit que le gouvernement n'a rien autre chose à faire que de surveiller l'application du décret, afin de se rendre compte de l'esprit dans lequel il a été conçu, s'il a été lancé dans le simple but d'écartier les fruits mûrs ou s'il n'est qu'un prétexte pour empêcher la concurrence américaine.
Que le gouvernement de Washington ait des raisons de suspecter les autorités allemandes sur ce dernier point, c'est ce qui est démontré par le rapport envoyé par M. Barnes, rapport dans lequel est exposée la distinction spéciale faite par les autorités locales au sujet des jambons américains.
Dans son rapport le consul inclut une traduction d'un décret publié par les journaux de Cologne.
Le maire de la ville a lancé l'avertissement suivant :
«Des jambons étaient d'Amérique et mis en vente étiquetés revêtus d'une couche d'acide boracique pour les conserver.
Quoiqu'ils eussent été soigneusement lavés avant leur mise en vente ils étaient fortement saturés d'acide boracique et des cristaux de borax s'étaient formés sur les os.»
Maintenant que la cour de rectification a déclaré, d'après l'opinion d'experts, que l'acide boracique est un poison de nature à altérer la

La grève de New Bedford.

Pressé Associé.
New Bedford, Massachusetts, 7 février.—Le commencement de la quatrième semaine de grève des ouvriers des fabriques de cotonnades de Bedford n'a apporté aucun changement : les deux parties se maintiennent dans leurs positions respectives.
M. Cunnane, secrétaire de la commission conjointe de la grève, publie une note établissant que le montant d'argent reçu à la date du 5 février, à neuf heures du soir, s'élevait à \$1,345.
Prenant en considération les sommes reçues d'autres sources, ajoute le secrétaire Cunnane, on peut conclure que la Nouvelle-Angleterre commence à s'agiter.
L'attitude des populations de Lowell, de Lawrence et de Boston est particulièrement encourageante.

En danger d'être lynché.

Pressé Associé.
Columbus, Ohio, 7 février.—Le docteur H. S. Samson a été transféré dimanche à quatre heures de l'après-midi de la prison du village de Laurelville, comté de Hocking, à la prison du comté, à Logan, comme mesure de précaution contre un lynchage pendant l'enquête du coroner sur la mort de Bessie Neff, la jeune fille trouvée morte dans le cabinet du docteur.

Fin de Grève.

Pressé Associé.
Bay City, Michigan, 7 février.—Le chantier de constructions navales de Wheeler et compagnie, qui était fermé depuis deux semaines à cause de la grève des rivaiera, a été ouvert de nouveau aujourd'hui.
Quelques rigueurs n'appartenaient pas à l'union ont été engagées.
Les rivaiera en grève ne reprendront pas le travail, au moins jusqu'après la réunion des membres de la cour de médiation, qui aura lieu cette semaine.